

ARGENTINE : FICHE PAYS – AVRIL 2022

Catégorie OCDE (2017) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC+/Ca/CCC

Monnaie locale: peso argentin (ARS) / Régime de change: contrôle des capitaux en vigueur

Horizon de la neutralité carbone : 2050



FORCES

- Ressources naturelles abondantes (agricoles, énergétiques)
- 7^{ème} exportateur mondial de produits agricoles
- Niveau d'éducation supérieur à la moyenne régionale et main d'œuvre qualifiée
- Niveau de corruption en amélioration

FAIBLESSES

- Dépréciation du peso face au dollar
- Défaut souverain
- Inflation élevée et non maîtrisée
- Contrôle des capitaux
- Dépendance aux cours des matières premières (soja en particulier)
- Insuffisance d'investissements en infrastructures

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : en amélioration grâce à l'accord de restructuration de la dette avec le FMI

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Après 3 années de récession successives, l'économie argentine a renoué avec la croissance à 10,3% en 2021 (contre une chute de 9,9% en 2020). Pour 2022, les perspectives restent plutôt bien orientées, comprises entre 3,6% et 4%. La consommation privée devrait bénéficier de la reprise du marché de l'emploi, mais l'accroissement de l'inflation risque de limiter le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement devrait rester limité compte tenu du durcissement monétaire et des contrôles des capitaux toujours en vigueur. Sur le front externe, les exportations des matières premières agricoles devraient en revanche bénéficier des prix soutenus.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public s'est nettement réduit en 2021 à 4,5% du PIB (contre 11,4% en 2020), favorisé par la reprise de l'activité, les revenus supplémentaires tirés de la levée d'impôts extraordinaires, ainsi que l'envolée des prix des matières premières. Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à poursuivre les efforts de réduction du déficit public dans le cadre du nouvel accord avec le FMI et ce jusqu'à atteindre l'équilibre primaire à l'horizon 2025. Signé en mars 2022, le nouveau programme (44 Mds d'USD, durée de 30 mois) vise à refinancer la dette contractée en 2018 (57 Mds d'USD) et renforcer les réserves en devises du pays. La dette publique devrait se stabiliser autour de 74% du PIB, selon les prévisions du FMI (contre 79,9% en 2021).
- **Vulnérabilité extérieure** : La position externe du pays s'est améliorée grâce au nouvel accord avec le FMI qui permettra au pays de faire face aux paiements de sa dette externe (près de 40 Mds d'USD sur les 3 prochaines années). Le recours à l'endettement externe n'est pas envisagé par les autorités locales, dont le coût reste par ailleurs encore prohibitif. Les pressions baissières sur le peso devraient en revanche subsister, dans un contexte de réduction prévue de l'excédent courant et des faibles entrées des flux d'IDE et de portefeuille, découragées par les contrôles des capitaux. La banque centrale devrait cependant poursuivre son durcissement monétaire afin d'améliorer la dynamique du change, dont le résultat reste encore incertain d'autant plus que l'inflation demeure élevée.
- **Vulnérabilité du système bancaire** : malgré une baisse de la rentabilité, la solvabilité du secteur bancaire ne semble pas menacée. Le crédit bancaire destiné au secteur privé reste cependant l'un des plus faibles de la région à 13,2% du PIB en 2020.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité politique** : les tensions au sein de la coalition péroniste devraient perdurer au fur et à mesure de l'avancement du programme du FMI. Les mouvements sociaux ne sont pas d'ailleurs à écarter face à la hausse des prix et le niveau de pauvreté élevé.
- **Climat des affaires** : L'environnement des affaires reste difficile. Les restrictions à l'accès et aux sorties des devises demeurent l'un des principaux freins au développement de l'activité en Argentine.

Environnement et politique climat :

- **Politique climat** : L'Argentine s'est engagée pour la neutralité carbone à l'horizon 2050 et a adopté la loi sur le changement climatique qu'établit des budgets financiers minimaux nécessaires à la mise en œuvre des politiques d'atténuation ou d'adaptation pour le climat.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Soja et dérivés	31,0%	Machines, appareils méc.	15,0%	Brésil	13,1%	Brésil	22,3%
Céréales (maïs, blé..)	14,3%	Machines, appareils élect.	12,0%	Chine	7,9%	Chine	19,5%
Véhicules automobiles	8,7%	Véhicules automobiles	13,8%	Etats-Unis	5,2%	Etats-Unis	11,1%
Viande, abats	4,7%	Combustibles, gaz	8,3%	Chili	4,5%	Allemagne	4,8%
Pétrole, huiles	4,1%	Produits chimiques	4,7%	France (40ème)	0,4%	France (11ème)	1,8%

Source: Cnucep

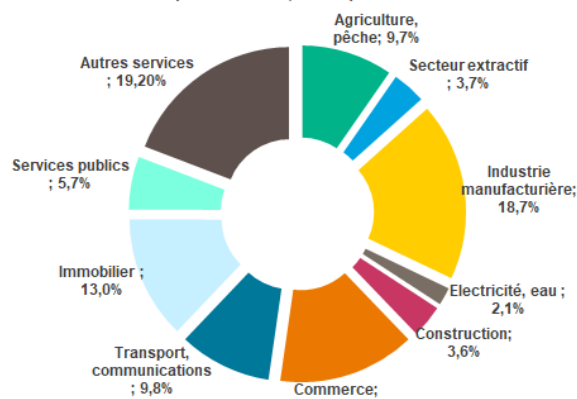


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARGENTINE	2017	2018	2019(p)	2020(p)	2021(p)	2022 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	644	524	452	389	489	564
<i>Rang PIB mondial</i>	21	21	25	27	31	31
Population (Mns)	44,0	44,5	44,9	45,4	45,8	46,3
<i>Rang Population mondiale</i>	31	31	31	31	31	31
PIB / habitant (USD)	14 618	11 786	10 054	8 572	10 658	12 187
Croissance PIB (%)	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,2	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	25,0	33,8	53,6	42,6	50,9	59,2 ^e
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	27,7	19,5	16,6	14,4	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	57,0	85,2	88,8	102,8	80,6	74,4
Solde public (% PIB)	-6,7	-5,4	-4,4	-11,4	-4,5	-3,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	11,8	16,5	18,6	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-4,8%	-5,2%	-0,8%	0,9%	1,3%	0,5%
IDE (% du PIB)	1,6%	1,9%	NA	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Dette extérieure publique (% PIB)	39%	65%	69%	79%	56%	NA
Dette extérieure CT (% PIB)*	8,6%	12,9%	14,8%	11,0%	7,6%	6,4%
Taux de change	17,7	37,9	59,9	82,6	101,9	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,6	16,0	17,49	24,19	26,2 ^d	NA
Taux de NPL	1,8	3,1	5,8	3,9	5 ^d	NA
ROE	23,4	36,1	46,42	16,42	9,1 ^d	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	143	143	113	113	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	116	117	119	126	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	63	67	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	68	70	75	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	12	21	41	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics; a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d: données à septembre 2021, e: Consensus de marché local

Argentine: part des secteurs dans le PIB
(% de la VA, 2019)



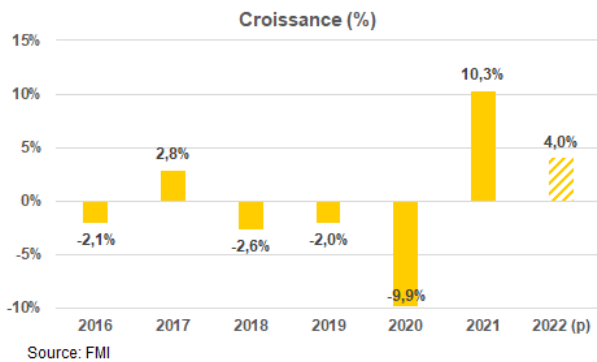
Sources : INDEC



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Les perspectives de croissance pour 2022 restent bien orientées à ce stade**

L'Argentine a renoué avec la croissance après trois années de récession successives¹. Selon les données officielles, **la croissance du PIB annuel argentin a atteint +10,3% en 2021**, porté par le rebond de l'investissement, de la consommation privée et des exportations. Malgré la reprise, l'activité est restée 5,2% en dessous de son niveau de 2017 (avant l'entrée en récession du pays).



Les perspectives de croissance pour 2022 restent, à ce stade, bien orientées (comprises entre 3,6% et 4%)². Alors que le pays devrait bénéficier de la hausse du prix des matières premières agricoles (soja, maïs, blé) et d'une exposition directe faible à la Russie et à l'Ukraine (environ 1,6% des échanges commerciaux en moyenne), l'Argentine doit faire face à une accentuation des tensions inflationnistes, déjà très vives dans ce pays.

Les perspectives d'inflation pour 2022 ont en effet été revues à la hausse à 59,2%³ (contre 50,9% en moyenne en 2021), tirée par la hausse des prix alimentaires et des carburants. La mise en place des mesures de soutien au pouvoir d'achat et l'amélioration du marché de l'emploi⁴ devraient cependant limiter en partie l'impact sur le pouvoir d'achat.

La croissance de l'investissement devrait rester limitée dans un contexte de durcissement de la politique monétaire et de contrôles des capitaux toujours en vigueur. **La flambée des prix des matières premières**, la construction d'un gazoduc depuis le gisement de gaz non conventionnel de Vaca Muerta⁵, ainsi que

¹ Contraction de l'activité : -9,9% en 2020, -2,0% en 2019 et -2,6% en 2018.

² Sources Banque Mondiale et FMI, avril 2022.

³ Les perspectives d'inflation ont été revues à la hausse par le Consensus de marché local publié en avril par la BCRA à 59,2% en 2022 (contre 55% en début d'année).

⁴ Le taux de chômage atteint 7% au T4 2021 (contre 13,1% au T2 2020, soit au plus haut de la crise sanitaire).

⁵ Annoncé en avril 2022, l'appel d'offres pour le chantier de construction du gazoduc devrait être lancé en mai et l'attribution des marchés est prévue en juillet. Le coût de cette première phase de construction est estimé à 1,5 Mds d'USD.

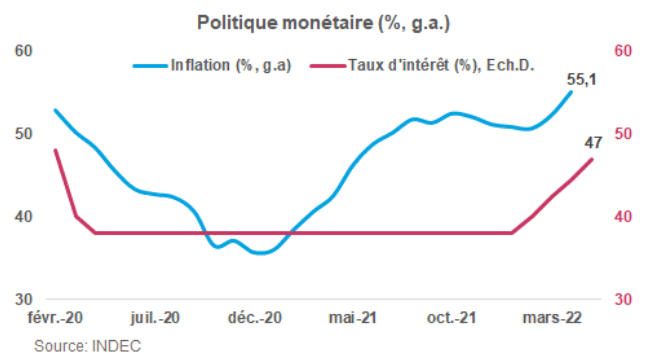
d'importantes réserves de lithium⁶ sont néanmoins susceptibles d'attirer les investissements étrangers. Sur le front externe, **les exportations de matières premières agricoles** (soja, maïs, blé) devraient bénéficier des prix soutenus⁷.

- **Poursuite du durcissement monétaire face aux tensions inflationnistes persistantes**

L'économie argentine est marquée par la persistance d'une inflation élevée. La dépréciation du peso, l'indexation des salaires, le financement du déficit par la banque centrale, contribuent à un niveau d'inflation élevé. L'inflation a ainsi atteint 50,9% en 2021.

Pour 2022, les perspectives d'inflation ont été revues à la hausse dans un contexte d'accentuation des prix alimentaires et de l'énergie engendrés par le conflit en Ukraine. En mars 2022, l'inflation a atteint un record en 20 ans à 6,7% en variation mensuelle (55,1% en g.a.). Alors que le FMI⁸ prévoit une inflation moyenne de 51,7% en 2022, les prévisions du marché local sont plus pessimistes à 59,2%. Dans les deux cas, l'objectif de ramener l'inflation dans la bande 38% à 48% fixée par le gouvernement dans le cadre du nouvel accord avec le FMI semble d'ores et déjà compromis.

Dans une tentative de faire baisser l'inflation, mais aussi de stimuler la demande d'actifs libellés en pesos, la banque centrale devrait poursuivre le durcissement monétaire initié en début d'année. La BCRA a ainsi procédé à la 4^{ème} hausse consécutive du taux «Leliq⁹» à 28 jours de 250pbs à 47% en avril (soit 900 pbd depuis le début de l'année).



- **Un secteur bancaire jusqu'à présent rentable et bien capitalisé**

⁶ La presse a récemment communiqué sur l'arrivée d'investissements coréens et chinois dans les gisements de lithium en Argentine. L'entreprise coréenne POSCO aurait ainsi annoncé des investissements à hauteur de 4 Mds d'USD en Argentine. Source : <https://www.americaeconomia.com/posco-argentina-proyecto-litio-salta>

⁷ Les exportations atteignent 19,3 Mds d'USD au T1 2022, contre 15,4 Mds d'USD au T1 2021 (en hausse de +25,6%), tirées par le dynamisme des exportations de produits primaires.

⁸ Source : Weo, avril 2022

⁹ L'équivalent du taux de référence de la banque central.



La bancarisation de l'économie argentine a progressé durant la pandémie et atteint désormais 91% de la population adulte¹⁰. Cela a été notamment favorisé par les transferts d'argent effectués par le gouvernement aux personnes les plus vulnérables touchées par les effets de la crise sanitaire.

Le crédit bancaire destiné au secteur privé reste cependant l'un des plus faibles de la région à 13,2% du PIB en 2020¹¹. L'inflation et les crises économiques successives conduisent la grande majorité de la population et une partie des entreprises à ne pas contracter de crédit faisant du secteur financier argentin l'un des plus petits de la région. Même les pays dont le niveau de développement est considéré comme étant moins avancé, tels que le Nicaragua ou encore le Guatemala, le crédit accordé au secteur privé est plus élevé à 29% et 33% de leurs PIB respectifs en 2020.

La rentabilité du secteur financier est en baisse. En septembre 2021, le ROA atteint 1,4 (contre 2,1 sur la même période en 2020) et le ROE 9,1 (contre 14,5). Le taux de prêts non performants a aussi légèrement progressé à 5% (contre 4,5% précédemment). La solvabilité du secteur n'est cependant pas menacée. Les fonds propres sur actifs pondérées des risques s'élèvent à 26,2% et le tier one à 24,5%, très au-dessus du minimum réglementaire des 8% exigé par Bâle 3.

2. FINANCES PUBLIQUES

- Un objectif de réduction progressive du déficit public dans le cadre du nouveau programme du FMI

Après le creusement des finances publiques en 2020 dans un contexte de baisse des recettes budgétaires et de mise en place des mesures de soutien à l'économie (estimé à environ 3,5% du PIB), le déficit public s'est nettement redressé en 2021.

Le déficit primaire a en effet atteint -3% du PIB (contre -6,5% du PIB en 2020) et le nominal, -4,5% du PIB (contre -11,4% pour 2020). Ces résultats ont été favorisés par la reprise de l'activité, la mise en place de l'impôt extraordinaire sur les grandes fortunes et les revenus supplémentaires liés à l'envolée du prix des matières premières.

Pour 2022, comme prévu dans le cadre du nouveau programme du FMI (Cf. détails ci-dessous), le gouvernement s'est engagé à poursuivre ses efforts pour réduire progressivement le déficit public du pays. Le déficit primaire devrait ainsi être ramené à -2,5% du PIB dès cette année (hors revenus non récurrents), à -1,9% du PIB en 2023, à -0,9% du PIB en 2024 et atteindre l'équilibre primaire à l'horizon 2025.

La hausse des prix de l'énergie (pétrole et gaz) pourrait cependant mettre en péril les objectifs de baisse du déficit budgétaire qui nécessite une réduction prévue des subventions au prix de l'énergie de 0,6% du PIB en 2022.

- Nouveau programme du FMI : Réduction du déficit budgétaire et élimination de son financement par la banque centrale

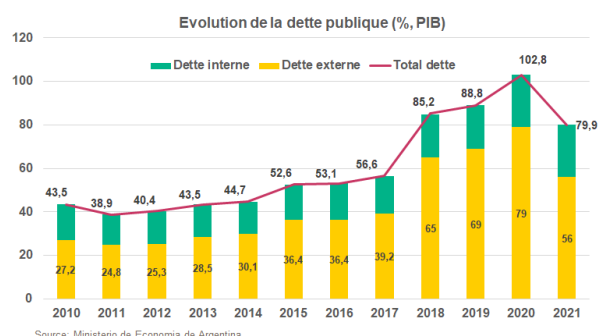
Le nouveau programme du FMI est entré en vigueur fin mars, après approbation du congrès argentin et du Conseil technique du FMI. Il s'agit d'un mécanisme élargi de crédit de 44 Mds d'USD, d'une durée de 30 mois, dont un 1^{er} versement immédiat de 9,7 Mds d'USD. L'objectif du nouveau programme est de refinancer la dette contractée en 2018 (57 Mds d'USD, dont environ 40 Mds d'USD restant à payer) et de renforcer les réserves en devises du pays.

Le programme prévoit notamment une réduction progressive du déficit budgétaire (comme indiqué précédemment) et une suppression rapide du financement du déficit par la banque centrale. Le financement devrait ainsi être ramené à 1% du PIB en 2022 (contre 4,6% en 2021), à 0,6% en 2023 et devrait être complètement arrêté en 2024.

A la réduction de la monétisation du déficit s'ajoute également l'objectif de ramener les taux d'intérêt réels en territoire positif via notamment la poursuite du durcissement de la politique monétaire.

- La dette publique devrait se stabiliser à un niveau élevé

Le stock de la dette publique en Argentine (part du gouvernement central) a atteint 102,8% du PIB en 2020 (contre 88,8% en 2019). La hausse de l'endettement était en partie liée aux besoins de financement des mesures mises en place pour atténuer les effets de la crise sanitaire et leurs impacts sur le déficit budgétaire du pays. En 2021, le ratio dette/PIB a atteint 79,9%, favorisé principalement par le rebondu PIB nominal.



Selon les prévisions du FMI, la dette publique devrait se stabiliser autour de 74% du PIB en 2022. Le recours à l'endettement externe n'est pas envisagé par les autorités locales et son coût reste par ailleurs encore prohibitif, malgré la baisse du risque pays mesuré par l'indice EMBI+ (+4.000 pts au plus haut de la crise sanitaire à près de 1.700 pts en mars 2022). La note souveraine du pays demeure par ailleurs dans la

¹⁰ Source : BCRA

¹¹ Source: Federacion latinoamericana dos bancos (FELABAN)



catégorie très spéculative des agences de notation (CCC+ par S&P, CCC par Fitch et Ca par Moody's). Le remboursement de la dette publique est cependant assuré à ce stade (Cf. position extérieure).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Les exportations devaient bénéficier de la hausse des prix des matières premières**

Les exportations argentines sont concentrées sur les matières premières agricoles pas ou peu transformées. Le soja et dérivés (farine, huile, tourteaux de soja) représentent 31% des exportations du pays en 2021, suivie par le maïs (2^{ème} produit d'exportation) à 11,9%. Le secteur automobile constitue la seule exception notable à cette prépondérance des matières premières et a été le 3^{ème} poste d'exportation du pays à 9,1% du total en 2021.

En 2022, les exportations agricoles devaient bénéficier de la hausse des prix des matières premières (soja, maïs et blé en particulier). La hausse du prix de l'énergie (pétrole et gaz) devrait en revanche peser sur la facture énergétique et limiter les gains tirés des exportations agricoles. L'énergie (gaz et pétrole) représente en effet le 4^{ème} poste d'importations du pays (environ 8,3% du total des importations en moy. 2017/21). A noter toutefois que l'Argentine affiche d'ores et déjà une hausse des exportations de +25,6% au T1 2022 par rapport au T1 2021, tirée principalement par le secteur primaire. Malgré la hausse des importations (+39,5%), le pays affiche un surplus commercial de 1,4 Mds d'USD au T1 2022.

L'Argentine est par ailleurs peu exposée au conflit en Ukraine. Les échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine ne représentent que 1,6% du total des échanges en moyenne sur la période 2017-2022. De plus, contrairement au voisin brésilien, la Russie n'est pas le 1^{er} fournisseur d'engrais d'Argentine, mais plutôt son 4^{ème} fournisseur avec 13% des importations en moyenne. Bien que relativement peu exposée aux engrais russes, l'Argentine demeure exposée via le canal des prix compte tenu de part non négligeable d'engrais que le pays importe (environ 72% de ses besoins).

- **Un remboursement de la dette externe assuré à court terme**

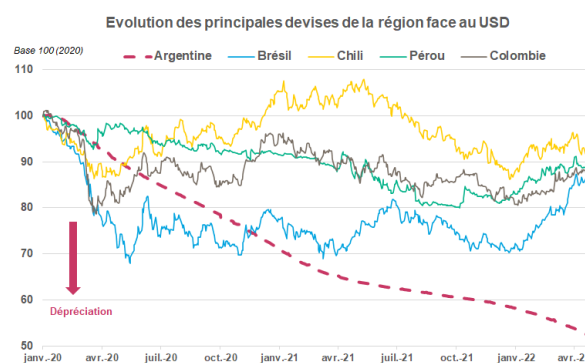
Après la renégociation plutôt réussie de la dette externe détenue par les créanciers privés en 2020, **le nouvel accord avec le FMI a été un soulagement pour l'Argentine. Le pays n'aurait pas en effet pu honorer le remboursement de sa dette compte tenu de la faiblesse des réserves en devises** (environ 4,7 Mds d'USD au 30/03/2022¹²) face aux paiements de près de

40 Mds d'USD dus au FMI sur les 3 prochaines années (de 2022 à 2024). En 2021, l'Argentine a réussi à régler les échéances sur sa dette externe (environ 4,3 Mds d'USD) grâce à la mise à disposition des DTS.

L'accord avec le FMI a permis également à l'Argentine de prolonger les discussions autour de la restructuration de la dette (2 Mds d'USD) avec les créanciers du Club de Paris¹³. Un accord final devra être trouvé d'ici le 30 juin prochain.

Si à court terme, le remboursement de la dette publique semble assuré, la capacité du pays à honorer le service de sa dette à moyen terme reste encore incertaine et dépendra notamment de son aptitude à accumuler des réserves de change et de revenir sur les marchés des capitaux. L'Argentine devra en effet faire face à d'importantes remboursements dès 2025 (sur la dette négociée en 2020 avec le secteur privé) et avec le FMI, à partir de 2026.

- **Poursuite de la dépréciation contrôlée du peso argentin**



Compte tenu des contrôles de capitaux toujours en vigueur en Argentine, malgré le nouvel accord avec le FMI, le régime de change « crawling peg » est maintenu afin de mieux contrôler le rythme de dépréciation du peso. Une dépréciation plus importante du peso pourrait en effet se traduire par une accentuation des pressions inflationnistes déjà très vives dans ce pays (Cf. Situation économique).

Au taux de change officiel, la monnaie locale s'est ainsi dépréciée de 27% en YTD au 29 avril 2022 à 115 ARS pour 1 USD (contre 200 ARS pour 1 USD sur le marché parallèle).

Les pressions à la baisse sur le peso devraient par ailleurs subsister dans un contexte de réduction de l'excédent courant prévue pour cette année et des faibles entrées des flux d'IDE et de portefeuille, découragées par les contrôles des capitaux. La banque centrale devrait cependant continuer à relever son taux directeur dans une tentative d'améliorer la dynamique du change, mais dont le résultat reste encore

négocié un différée de paiement, afin d'éviter le défaut de paiement, dans l'attente d'un nouvel accord avec le FMI.

¹² Selon la BCRA

¹³ En 2021, l'Argentine aurait dû rembourser près de 2,4 Mds d'USD de dettes auprès du Club de Paris (au titre de l'accord de 2014), mais a



incertain d'autant plus que l'inflation demeure élevée et en progression.

A noter par ailleurs que la banque centrale dispose de peu de moyens pour soutenir sa monnaie compte tenu de la faiblesse des réserves de change nettes (4,7 Mds d'USD au 30/03/2022)¹⁴ et de son objectif d'accumulation des devises (5,8 Mds d'USD en 2022) prévue dans le cadre du nouvel accord du FMI. Un assouplissement des mesures de contrôles des capitaux semble dans ce contexte difficile, bien que le gouvernement se soit engagé à présenter une stratégie dans ce sens d'ici fin 2022.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

• Tensions au sein du gouvernement

Elu en octobre 2019, le président Alberto Fernandez, a hérité d'une situation économique, financière et sociale très difficile et a dû faire face l'impact de la crise sanitaire et au 9^{ème} défaut de paiement sur la dette souveraine de l'histoire récente du pays.

La hausse de la pauvreté et le mécontentement populaire s'est traduit par une baisse du capital politique du gouvernement, ayant profité à la coalition d'opposition, Juntos por el Cambio (proche de l'ancien président Macri) qui a remporté la première place lors des élections législatives de novembre 2021.

Alors qu'une partie de la coalition péroniste Frente de Todos s'est opposé à la signature du récent accord avec le FMI, l'exécutif a pu notamment compter sur le soutien de l'opposition et des membres plus centristes du parti péroniste. Cet accord semble par ailleurs avoir attisé les tensions entre le président Fernandez et son vice-président, Cristina Kirchner. Elles devraient rester vives au sein de la coalition péroniste « Frente de Todos », au fur et à mesure de l'avancement du programme du FMI.

Les mouvements sociaux ne sont pas d'ailleurs à écarter face à la hausse des prix et au niveau de pauvreté : 37,2% de la population serait en situation de pauvreté et 8,2% en situation d'extrême pauvreté au T1 2022¹⁵.

• L'accès restreint aux devises pénalise l'environnement des affaires

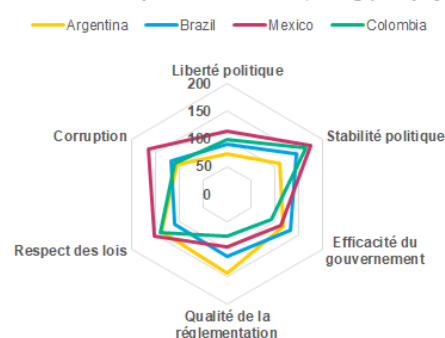
Le climat des affaires en Argentine demeure difficile. Le manque de confiance dans la monnaie locale et les contrôles des capitaux nécessaires pour tenter d'éviter une nouvelle dégringolade du peso pénalisent l'environnement des affaires.

Les restrictions à l'accès et aux sorties des devises génèrent une forte incertitude quant à la capacité

des entreprises à pouvoir honorer leurs engagements auprès des fournisseurs étrangers et aux entreprises étrangères, de pouvoir rapatrier leurs bénéfices. Cela constitue un obstacle majeur pour l'activité économique du pays, d'au moins à court terme, car il empêche les entreprises de développer leurs activités et d'investir.

Les indicateurs de gouvernance publiés par la Banque Mondiale sont un peu meilleurs que ceux des autres grands pays de la région : Brésil, Mexique et Colombie (Cf. graphique ci-dessous). L'indicateur de corruption s'est par ailleurs amélioré, tandis que la qualité de la réglementation demeure l'un des points faibles de l'Argentine, selon la Banque mondiale.

Indicateurs Banque mondiale 2019, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

En 2019, l'ancien gouvernement du président Macri s'est engagé pour la neutralité carbone de l'Argentine à l'horizon 2050. Il a par ailleurs déclaré l'urgence climatique, suivie par l'adoption au Sénat de la loi sur le changement climatique qu'établit des budgets financiers minimaux nécessaires à la mise en œuvre des politiques d'atténuation ou d'adaptation pour le climat.

La crise sanitaire, les négociations autour de la restructuration de la dette avec les créanciers privés et plus récemment avec le FMI ont cependant accaparés l'attention du gouvernement et des mesures pour promouvoir l'action pour le climat semblent avoir été relégués au deuxième plan.

En novembre 2021, lors de la COP 26 à Glasgow, le président Fernandez a cependant pris l'engagement d'éliminer la déforestation illégale et de protéger les forêts natives. Comme le président équatorien Lasso, Fernandez fait appel au mécanisme de conversion de la dette publique en investissements environnementaux. Une manière d'aider les pays en développement à avoir plus de marge de manœuvre pour financer la protection de l'environnement.

¹⁴ Source BCRA

¹⁵ Source : INDEC



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.